

KERSTIN PEGLOW &
GÉRALDINE DEMME (ÉDS.)

LA PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

LA SITUATION DES
CONSOMMATEURS ET
ENTREPRENEURS



Cultures juridiques
et politiques

Peter Lang

Table des matières

KERSTIN PEGLOW, GÉRALDINE DEMME

Avant-Propos	1
--------------------	---

KERSTIN PEGLOW

La liberté d'établissement et la mobilité des sociétés dans l'Union européenne : la protection des intérêts des entreprises	11
---	----

Introduction	11
--------------------	----

I. La liberté d'établissement en droit primaire, articles 49 et 54 TFUE	15
---	----

A. Champ de protection de la liberté d'établissement	16
--	----

1. Création de la société en conformité de la législation nationale et appartenance à l'Union européenne	16
--	----

2. Établissement dans un autre État membre	18
--	----

B. Principe de non-discrimination et interdiction de restriction ..	20
---	----

1. Principe	20
-------------------	----

2. Accès au marché et exercice d'une activité économique dans l'État d'accueil	22
--	----

II. Arrêts de principe de la Cour de justice de l'Union européenne	24
--	----

A. La libéralisation de la liberté d'établissement	24
--	----

1. Centros	25
------------------	----

2. Überseering	26
----------------------	----

3. Inspire Art	27
----------------------	----

4. Sevic	28
----------------	----

5. Vale	29
---------------	----

B. La non-application de la liberté d'établissement	32
---	----

1. Daily Mail	32
---------------------	----

2. Cartesio	34
-------------------	----

III. Résultats et portée des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne	36
A. Implications générales pour la législation des États membres ..	36
1. Champ de protection de la liberté d'établissement	37
2. Limites du champ de protection	40
B. Conséquences sur le droit des sociétés allemand	41
1. Effets contraignants des décisions de la Cour de justice européenne	41
2. Contraintes pratiques d'adaptation de la législation allemande.....	44
Conclusion.....	47
Indications bibliographiques.....	48

JOACHIM GRUBER

Risques et chances juridiques dans le cadre d'activités économiques à l'étranger.....	51
Introduction	51
I. La procédure devant les tribunaux étatiques	52
A. Lieu du procès : comment choisir le for compétent ?	52
B. Loi applicable : particularités lors de l'application du droit étranger dans une procédure civile allemande	55
II. Reconnaissance et exécution des décisions étatiques rendues à l'étranger	56
III. La procédure d'arbitrage	60
A. La procédure d'arbitrage en droit allemand	61
B. Avantages et inconvénients de la procédure d'arbitrage	63
Conclusion.....	66
Indications bibliographiques.....	67

GÉRALDINE DEMME

La réparation de dommages concurrentiels – nouvelles perspectives pour les actions privées en Europe	71
Introduction	71
I. Les conditions de la réparation.....	75
A. La faute.....	75
1. La faute par infraction aux règles du droit de la concurrence.....	75
2. L'incidence des décisions des autorités de la concurrence.....	76
B. Le dommage.....	82
1. La détermination du dommage.....	82
2. La question de la répercussion du surcoût.....	86
C. Le lien de causalité.....	89
II. La qualité pour agir	91
A. Les titulaires de l'action	91
B. Les actions collectives.....	97
III. L'interaction entre action privée et action publique	104
Conclusion.....	107
Indications bibliographiques.....	108

STEPHANIE ROHLFING-DIJOUX

L'impact économique des droits des consommateurs à l'information : une étude comparée des droits français, allemand et européen	113
Introduction	113
I. Structure du droit des consommateurs à l'information	116
A. Nature du droit à l'information	116
B. Règles générales relatives au contenu de l'information.....	117

II. Sources du droit à l'information.....	117
A. Droit de l'Union européenne.....	117
1. Contrats de la consommation	119
2. Dispositions non contractuelles relatives à l'information.....	124
B. Sources de droit national.....	130
1. Freedom of Information Act.....	130
2. Sources spécifiques du droit de la consommation.....	132
III. Sanctions	136
A. Sanctions civiles.....	136
B. Charge de la preuve.....	137
C. Sanctions pénales et disciplinaires	137
Conclusion.....	138
Indications bibliographiques.....	139
STEFFEN PAULMANN	
Élargissement aux professionnels de la protection accordée aux consommateurs – une épine dans le pied des industriels allemands	
	141
Introduction	141
I. Le mécanisme de contrôle du contenu des contrats selon le droit allemand	144
A. L'interprétation large du terme conditions générales contractuelles (<i>Allgemeine Geschäftsbedingungen</i>).....	144
B. Le contrôle du contenu selon les art. 307 et suivants BGB...	148
II. Les conséquences pour les intervenants	153
A. Les intérêts des différents intervenants	153
B. Les discussions de réforme	156
Conclusion.....	161
Indications bibliographiques.....	162

KATHARINA DE RESSEGUIER

La conservation des données et le droit à l'oubli	165
Introduction	165
I. Sources de droit de l'Union européenne pour la conservation et la protection des données	166
A. La conservation des données.....	166
1. Transposition difficile en Allemagne.....	167
2. Conflit entre les autorités allemandes et européennes....	168
B. Le droit à l'oubli numérique.....	170
1. Situation légale actuelle dans l'Union européenne et nécessité d'une réforme	170
2. Proposition d'un régime complet de protection des données à l'intérieur de l'Union européenne	174
II. Critiques de la proposition du règlement relatif à la protection des données à caractère personnel.....	179
A. Comité économique et social européen (CESE)	179
B. European Digital Rights	181
C. Les positions des États membres à l'exemple de l'Allemagne et de la France.....	182
Conclusion.....	183
Addendum	185
Indications bibliographiques.....	188
Index des auteurs	191